



Afrin dans les serres d'Erdogan

L'ARMÉE TURQUE A PRIS LE CONTRÔLE DE LA VILLE. LES KURDES PROMETTENT DE SE BATTRE. P. 14

LUNDI 19 MARS 2018 | N° 22390 | 2 € l'Humanité.fr

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

Les cheminots dans les starting-blocks

L'intenable élection de Mayotte

LÉGISLATIVE PARTIELLE L'affluence n'était pas au rendez-vous, hier, pour élire les députés de la 1^{re} circonscription. Entre grèves, barrages et boycott, les Mahorais ont boudé les urnes. **P. 7**

Poutine, et de quatre !

RUSSIE Avec une participation en hausse, le président sortant est réélu dès le premier tour de l'élection présidentielle. Pour l'opposition, une autre campagne débute. **P. 15**

Un grand chelem très féminin

RUGBY Les filles du XV de France, qui ne jouent pas en professionnelles, ont réussi l'exploit de remporter leur sixième tournoi des VI-Nations. **P. 16**



LES AGENTS DE LA SNCF SONT PRÊTS À SE MOBILISER. NOTRE REPORTAGE À SAINT-NAZAIRE.

« **L**a dynamique est là, assure Mikael Rapacé, responsable de la CGT cheminots de Saint-Nazaire, le ras-le-bol est tellement général qu'il n'y a plus besoin d'expliquer les raisons de faire grève. » Partout en France, la mobilisation s'organise contre les ordonnances qui mettent la SNCF sur les rails d'une libéralisation à marche forcée. Vendredi, l'intersyndicale a annoncé une « méthode de lutte col-

lective » consistant à faire grève deux jours par semaine, du 3 avril et jusqu'à fin juin. La journée du 22 mars révélera le niveau de détermination. Hier, Bruno Le Maire affichait un autoritaire: « Nous tiendrons! », au moment où Dominique de Villepin, ancien premier ministre qui a dû reculer sur le contrat première embauche, mettait en garde: « Si on fonce tête baissée, à un moment donné, on se prend le mur. »

Lire page 4



BELGIQUE 2 € - LUXEMBOURG 2 € - ANTILLES-REUNION 2,20 € - ITALIE 2,30 € - ESPAGNE 2,30 € - MAROC 2,20 MAD



L'événement

131 000

C'est le nombre de cheminots qui sont actuellement agents du cadre permanent, c'est-à-dire embauchés au statut, sur 147 000 salariés SNCF.

L'EXPÉRIENCE VILLEPIN

« Mon inquiétude aujourd'hui, c'est qu'il faut faire attention à ce que les oppositions ne se cristallisent pas. »

Dominique de Villepin, ancien premier ministre.

RÉFORME FERROVIAIRE

Les cheminots prêts à en découdre contre les ordonnances

Dans les gares, les syndicats multiplient les tournées. Dans la région de Saint-Nazaire, la colère est palpable. Les cheminots semblent majoritairement favorables à partir au combat, et commencent à s'organiser.

Saint-Nazaire (44), envoyée spéciale.

« **Q**uelque chose est en train de se passer. Ça démarre bien, très bien même. » Mikael Rapacé est rincé mais assuré. Après une journée marathon à la rencontre de ses camarades cheminots entre les gares de Saint-Nazaire et de la presque île guérandaise, le responsable syndical CGT, secrétaire du comité d'entreprise, est confiant. Le 22, la place de la Bastille sera remplie pour la grande mobilisation à Paris, assure Alban, responsable TER du syndicat. Sur la vingtaine d'agents ayant rencontré l'équipe cégétiste, cinq se sont inscrits dans un des trains pour Paris. Cinq autres seront en grève. Et d'autres hésitent encore. Les places réservées par la CGT au niveau du département, à une semaine de la première mobilisation, sont déjà prises. Soit le double de celles réservées, le 8 février, date à laquelle la grande manifestation devait avoir lieu, avant que le froid et la neige poussent la CGT à reporter l'initiative.

Les attaques du gouvernement et le « cheminot bashing » des médias n'ont pas plombé le moral, bien au contraire. Surtout que les agents du rail ont l'impression que le discours des usagers change. « Faut arrêter de regarder les reportages à la télé. Ils nous voient tellement galérer qu'ils comprennent que nous ne sommes pas les responsables. Après, ça ne les empêche pas de nous en mettre plein la gueule tous les jours. Mais nous, les cheminots, on est juste dégoûtés de la dégradation de notre qualité de service, c'est cela, aujourd'hui, qui est insupportable ! » lance une

cheminote dans la gare de Saint-Nazaire. L'heure est donc à la mobilisation. D'ailleurs, à chaque porte qui s'ouvre, très vite les échanges tournent autour de l'action à venir. « Pour une fois, je suis motivée à faire grève ! » lance Sylvie*. Agent « 27 », polyvalente, capable de passer du poste de contrôle au guichet, elle a vu ses congés de vacances refusés. « Ils ne recrutent plus, et comme je suis seule à pouvoir tout faire, je suis condamnée à prendre mes congés en dehors de ceux des autres. » La goutte d'eau, comme on dit. Reste que, avec 1 300 euros par mois, la jeune femme ne peut pas faire grève pour rien. Elle préfère attendre et voir si la riposte au projet anti-SNCF « démarre fort » et si « les cadres s'y mettent aussi ».

« Je viens de passer à temps partiel à 91 % pour préserver ma santé »

D'autres membres du personnel demandent aux syndicats d'attendre la fin de leur service pour tenir une réunion et engranger le maximum d'informations. C'est le cas d'Isabelle, bien décidée à mener le combat jusqu'au bout. Non syndiquée, elle relaie auprès de ses collègues de la comptabilité les informations syndicales pour se préparer à partir en grève. L'esprit combatif semble aussi avoir gagné les agents aux guichets. « Je viens de passer à temps partiel à 91 % pour préserver ma santé, pouvoir souffler et éviter de multiplier les arrêts maladie ! » lance Anne*. Depuis que sa gare est passée de TGV en TER, c'est l'« horreur ». « On croule sous les anomalies avec le nouveau système de vente. Et nous n'avons toujours pas été formés. Ils font ça toujours trop vite et nous, on court derrière. Et ils appellent ça la simplicité », ironise la guichetière. Depuis plusieurs années, les postes sont supprimés un par un. Et les



Centre de circulation SNCF à Saint-Nazaire. « On est juste dégoûtés de la dégradation de notre

points de vente dans les gares environnantes ferment les uns après les autres. Pour pousser les « clients » à acheter leurs billets sur la plateforme de vente ou sur les machines mises à disposition dans les gares, la direction de la SNCF impose aux agents commerciaux des objectifs de vente négatifs. Pour 2018, « c'est moins 25 % ». Un chiffre « inatteignable », au mieux « on arrivera à 2 % », explique Alban, commercial et syndicaliste à la CGT. « Nous avons une conscience professionnelle, si les usagers viennent jusqu'à nous, qu'ils attendent, c'est qu'ils ont besoin de contacts humains et de conseils pour dénicher des billets à moindres frais », argumente-t-il. « Avec la privatisation, le nombre de guichets va encore se réduire. C'est pour cela que nous allons continuer à nous battre », enchaîne Anne. Jeudi, la cheminote se mettra d'ores et déjà en grève, mais restera à Saint-Nazaire pour manifester. Et pour la suite : « Nos conditions de travail sont tellement... s'interrompt-elle, avant de poursuivre, qu'on fait grève à chaque fois. » Elle et sa collègue se sont déjà organisées : « Si l'une fait grève, les guichets ferment, car nous ne travaillons

jamais seules pour des raisons de sécurité. »

Dans les couloirs de la direction, les cadres confirment le mal-être des agents. « Aujourd'hui, je suis incapable de répondre à leurs inquiétudes sur les impacts qu'aura l'ouverture à la concurrence des lignes régionales », explique l'une d'entre eux. « Nous n'avons aucune information et ce n'est pas nous qui décidons », soupire-t-elle. Aux effectifs supprimés dans certaines gares, s'ajoutent de nombreux départs en retraite qui n'arrivent pas à être compensés. La dégradation des conditions de travail, tout comme le gel des salaires depuis de nombreuses années font qu'aujourd'hui « nous ne sommes plus attractifs. Les salaires proposés sont trop bas et nous n'arrivons pas à recruter », explique le chef de gare, qui n'a pas réussi à remplacer un des effectifs. Les pseudo-privileges agités par l'exécutif gouvernemental ont pourtant permis de recruter Tanguy*. C'est d'ailleurs ici le seul à l'évoquer. Sans cela, le jeune cheminot, arrivé depuis deux ans dans l'entreprise publique, aurait refusé. Après avoir enchaîné les petits boulots dans la grande distribution, la garantie de l'emploi

**CALENDRIER
DES JOURS
DE GRÈVE
DE LA SNCF**

 Les syndicats
prévoient de faire
grève 2 jours sur 5*

AVRIL							MAI							JUIN						
Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim	Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim	Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim
						1		1	2	3	4	5	6					1	2	3
2	3	4	5	6	7	8	7	8	9	10	11	12	13	4	5	6	7	8	9	10
9	10	11	12	13	14	15	14	15	16	17	18	19	20	11	12	13	14	15	16	17
16	17	18	19	20	21	22	21	22	23	24	25	26	27	18	19	20	21	22	23	24
23	24	25	26	27	28	29	28	29	30	31				25	26	27	28	29	30	
30																				

* selon les déclarations de l'intersyndicale CGT-Unsa-Sud-CFDT

L'événement


**25 000
CHEMINOTS
AU MINIMUM
SONT ATTENDUS
DANS LES RUES DE
PARIS LE 22 MARS,
ESTIME LA CGT.**

**UN TEXTE DES PARTIS
DE GAUCHE POUR
SOUTENIR LA LUTTE**

Un texte de défense des services publics et de solidarité avec les cheminots, défendu par l'ensemble des partis de gauche, devait être rendu public aujourd'hui. Cette déclaration unitaire, déjà signée par Alternative libertaire, EELV, Ensemble!, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, le NPA, le PCF, le PCOF et le Parti de gauche, regrette que, depuis des années, « les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social: sous-investissement dans le rail et investissement massif vers les autoroutes et autocars privatisés qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds ». Ces organisations affirment qu'elles seront dans la rue le 22 mars « pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminot-e-s, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usager-ère-s ». Pour Pierre Laurent, qui présentera demain les propositions du PCF pour « l'avenir du ferroviaire », l'appel de l'intersyndicale de la SNCF à faire grève deux jours sur cinq est « une main tendue aux usagers », qui doivent eux aussi se mobiliser. Hier, Benoît Hamon a souhaité lui aussi « l'unanimité politique à gauche » pour défendre les services publics, appelant la France insoumise à « mettre entre parenthèses sa stratégie solitaire ».

CLOTILDE MATHIEU

*Ces prénoms ont été changés.

**« Une véritable
méthode de lutte
collective »**

Alors que l'intersyndicale appelle à une grève reconductible de deux jours sur cinq, la CGT parie sur l'unité syndicale et la force de la mobilisation pour faire reculer le gouvernement

Désormais, aussi bien le projet d'entreprise que le contenu des ordonnances sont connus. Comment abordez-vous les prochaines étapes de la « concertation » ?



Laurent Brun
Secrétaire
général de la
fédération CGT
des cheminots

LAURENT BRUN L'interfédérale va adresser à Elisabeth Borne des courriers par lesquels nous dénonçons précisément l'absence de concertation. Et si le gouvernement persiste à multiplier les réunions sans contenu, nous stopperons l'expérience. Pour l'instant, chacun d'entre nous est reçu séparément, invité à s'exprimer sur un sujet fixé à l'avance et, après une ou deux questions du gouvernement, c'est terminé. Ce sont à peine des auditions. Cela ne peut pas durer. D'ailleurs, nous constatons qu'il s'est passé exactement la même chose au moment de l'élaboration du rapport Spinetta et de la préparation des ordonnances. Le gouvernement n'a strictement rien retenu de ce que nous avons pu dire. On parle dans le vent.

Face à cela, l'intersyndicale appelle à la grève deux jours sur cinq jusqu'en juin. Pourquoi avoir retenu cette méthode ?

LAURENT BRUN Ce mode d'action remonte tout simplement du terrain. Quand on lance un mot d'ordre de grève reconductible, les collègues cherchent à se préserver au niveau financier et décident plus ou moins de manière individuelle des reprises de travail partielles. Nous nous sommes mis d'accord pour organiser une véritable méthode de lutte collective. Concrètement, le 3 avril, les cheminots en assemblée générale voteront la reconduite du mouvement pour le lendemain. Et le 4 avril, ils voteront pour reconduire la grève le 8 avril et ainsi de suite... Ce type de mobilisation fait l'objet de discussions entre les syndicats, et notamment SUD rail qui se positionne pour une grève reconductible pure et dure. Mais ce qui est sûr, c'est que les cheminots sont très mobilisés et qu'il faut à tout prix éviter ce qui peut être de nature à affaiblir cette mobilisation, comme une rupture de l'unité syndicale. Pour l'instant, le gouvernement n'ouvre aucune porte permettant la discussion avec les réformistes (Unsa et CFDT - ndlr). Ils sont obligés de se mobiliser avec nous. Le paradoxe étant que, si on monte le rapport de forces et que le gouvernement se voit contraint d'ouvrir la négociation, la casse sera tellement importante que je ne vois pas ce qu'il va pouvoir mettre sur la table pour convaincre les cheminots de ne pas aller à la bataille. Cette réforme est idéologique. Elle repose sur trois piliers: la suppression du statut des cheminots, le changement de nature de l'entreprise publique et l'ouverture à la concurrence. À chaque fois, la réponse ne peut être que pour ou contre. ●

 ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MARION D'ALLARD

tout comme la facilité de circulation, qui lui permet à moindres frais de monter voir sa copine à Paris, ont pesé dans la balance. Devant son poste de sécurité, celui qui veille sur les voies estime que le projet du gouvernement « craint ». « Si on enlève tous les trucs intéressants, la SNCF ne pourra plus recruter. »

« Le coup des retraites, je l'ai encore au travers de la gorge »

Malgré sa petite expérience, ses critiques sont autant acerbes que celles de ses aînés. « On fait plein de trucs incohérents, des choix qui n'ont aucun sens et après, on passe pour des cons auprès des clients. » Inutile de relater la liste des dysfonctionnements, tout le monde autour du poste de contrôle les connaît. S'il n'éprouve pas « autant de ras-le-bol » que ceux qui « ont vingt-cinq ans de boîte », il ne se voit pas rester là toute sa vie: « Vu comment ça se passe, si j'ai une opportunité ailleurs... » Sa cheffe de ligne ne dit pas autre chose. « Si ça tient encore, c'est grâce à nos efforts quotidiens. Leurs réformes successives ont tout cassé. Beaucoup d'agents de circulation qui ont vingt ans d'ancienneté demandent à partir.

On ne reconnaît plus l'entreprise dans laquelle on a été embauchés », résume-t-elle. La grève, elle y pense, même si elle craint de se « faire trahir ensuite ». « On a souvent les miettes et les conducteurs, les avantages de la grève. Le coup des retraites, je l'ai encore au travers de la gorge. » Nombreux sont ceux faisant référence à l'année 2007 où, après de nombreuses journées de grève contre le projet de réforme des régimes spéciaux, la CFDT-FGAAC, qui représente une partie des conducteurs, avait signé un accord permettant à Nicolas Sarkozy de faire passer sa réforme. Mikaël Racapé (CGT), également conducteur de TER, se veut rassurant. « La direction ne peut plus nous acheter. L'aspect financier n'est aujourd'hui plus suffisant, tellement nos conditions de vie se sont dégradées », explique-t-il. « Quand tu commences à 15 heures et que tu rentres chez toi le lendemain à 22 heures pour repartir ensuite à 15 heures, et cela pendant six jours, tu les vois quand, tes gosses ? Il n'y a plus d'équilibre aujourd'hui. » ●

L'événement

RÉFORME FERROVIAIRE

Les cheminots prêts à en découdre contre les ordonnances

Dans les gares, les syndicats multiplient les tournées. Dans la région de Saint-Nazaire, la colère est palpable. Les cheminots semblent majoritairement favorables à partir au combat, et commencent à s'organiser.

Saint-Nazaire (44), envoyée spéciale.

« **Q**uelque chose est en train de se passer. Ça démarre bien, très bien même. » Mikael Rapacé est rincé mais assuré. Après une journée marathon à la rencontre de ses camarades cheminots entre les gares de Saint-Nazaire et de la presqu'île guérandaise, le responsable syndical CGT, secrétaire du comité d'entreprise, est confiant. Le 22, la place de la Bastille sera remplie pour la grande mobilisation à Paris, assure Alban, responsable TER du syndicat. Sur la vingtaine d'agents ayant rencontré l'équipe cégétiste, cinq se sont inscrits dans un des trains pour Paris. Cinq autres seront en grève. Et d'autres hésitent encore. Les places réservées par la CGT au niveau du département, à une semaine de la première mobilisation, sont déjà prises. Soit le double de celles réservées, le 8 février, date à laquelle la grande manifestation devait avoir lieu, avant que le froid et la neige poussent la CGT à reporter l'initiative.

Les attaques du gouvernement et le « cheminot bashing » des médias n'ont pas plombé le moral, bien au contraire. Surtout que les agents du rail ont l'impression que le discours des usagers change. « Faut arrêter de regarder les reportages à la télé. Ils nous voient tellement galérer qu'ils comprennent que nous ne sommes pas les responsables. Après, ça ne les empêche pas de nous en mettre plein la gueule tous les jours. Mais nous, les cheminots, on est juste dégoûtés de la dégradation de notre qualité de service, c'est cela, aujourd'hui, qui est insupportable ! » lance une

cheminote dans la gare de Saint-Nazaire. L'heure est donc à la mobilisation. D'ailleurs, à chaque porte qui s'ouvre, très vite les échanges tournent autour de l'action à venir. « Pour une fois, je suis motivée à faire grève ! » lance Sylvie*. Agent « 27 », polyvalente, capable de passer du poste de contrôle au guichet, elle a vu ses congés de vacances refusés. « Ils ne recrutent plus, et comme je suis seule à pouvoir tout faire, je suis condamnée à prendre mes congés en dehors de ceux des autres. » La goutte d'eau, comme on dit. Reste que, avec 1300 euros par mois, la jeune femme ne peut pas faire grève pour rien. Elle préfère attendre et voir si la riposte au projet anti-SNCF « démarre fort » et si « les cadres s'y mettent aussi ».

« Je viens de passer à temps partiel à 91 % pour préserver ma santé »

D'autres membres du personnel demandent aux syndicats d'attendre la fin de leur service pour tenir une réunion et engranger le maximum d'informations. C'est le cas d'Isabelle, bien décidée à mener le combat jusqu'au bout. Non syndiquée, elle relaie auprès de ses collègues de la comptabilité les informations syndicales pour se préparer à partir en grève. L'esprit combatif semble aussi avoir gagné les agents aux guichets. « Je viens de passer à temps partiel à 91 % pour préserver ma santé, pouvoir souffler et éviter de multiplier les arrêts maladie ! » lance Anne*. Depuis que sa gare est passée de TGV en TER, c'est l'« horreur ». « On croule sous les anomalies avec le nouveau système de vente. Et nous n'avons toujours pas été formés. Ils font ça toujours trop vite et nous, on court derrière. Et ils appellent ça la simplicité », ironise la guichetière. Depuis plusieurs années, les postes sont supprimés un par un. Et les

131 000

C'est le nombre de cheminots qui sont actuellement agents du cadre permanent, c'est-à-dire embauchés au statut, sur 147 000 salariés SNCF.

L'EXPÉRIENCE VILLEPIN

« Mon inquiétude aujourd'hui, c'est qu'il faut faire attention à ce que les oppositions ne se cristallisent pas. » Dominique de Villepin, ancien premier ministre.



Centre de circulation SNCF à Saint-Nazaire. « On est juste dégoûtés de la dégradation de notre qualité de service, c'est cela, aujourd'hui, qui est insupportable ! ». Patrice Morel

points de vente dans les gares environnantes ferment les uns après les autres. Pour pousser les « clients » à acheter leurs billets sur la plateforme de vente ou sur les machines mises à disposition dans les gares, la direction de la SNCF impose aux agents commerciaux des objectifs de vente négatifs. Pour 2018, « c'est moins 25 % ». Un chiffre « inatteignable », au mieux « on arrivera à 2 % », explique Alban, commercial et syndicaliste à la CGT. « Nous avons une conscience professionnelle, si les usagers viennent jusqu'à nous, qu'ils attendent, c'est qu'ils ont besoin de contacts humains et de conseils pour dénicher des billets à moindre frais », argumente-t-il. « Avec la privatisation, le nombre de guichets va encore se réduire. C'est pour cela que nous allons continuer à nous battre », enchaîne Anne. Jeudi, la cheminote se mettra d'ores et déjà en grève, mais restera à Saint-Nazaire pour manifester. Et pour la suite : « Nos conditions de travail sont tellement... », s'interrompt-elle, avant de poursuivre, qu'on fait grève à chaque fois. » Elle et sa collègue se sont déjà organisées : « Si l'une fait grève, les guichets ferment, car nous ne travaillons

jamais seules pour des raisons de sécurité. »

Dans les couloirs de la direction, les cadres confirment le mal-être des agents. « Aujourd'hui, je suis incapable de répondre à leurs inquiétudes sur les impacts qu'aura l'ouverture à la concurrence des lignes régionales », explique l'une d'entre eux. « Nous n'avons aucune information et ce n'est pas nous qui décidons », soupire-t-elle. Aux effectifs supprimés dans certaines gares, s'ajoutent de nombreux départs en retraite qui n'arrivent pas à être compensés. La dégradation des conditions de travail, tout comme le gel des salaires depuis de nombreuses années font qu'aujourd'hui « nous ne sommes plus attractifs. Les salaires proposés sont trop bas et nous n'arrivons pas à recruter », explique le chef de gare, qui n'a pas réussi à remplacer un des effectifs. Les pseudo-privileges agités par l'exécutif gouvernemental ont pourtant permis de recruter Tanguy*. C'est d'ailleurs ici le seul à l'évoquer. Sans cela, le jeune cheminot, arrivé depuis deux ans dans l'entreprise publique, aurait refusé. Après avoir enchaîné les petits boulots dans la grande distribution, la garantie de l'emploi

CALENDRIER DES JOURS DE GRÈVE DE LA SNCF

Les syndicats prévoient de faire grève 2 jours sur 5*

AVRIL							MAI							JUIN																																						
Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim	Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim	Lun	Mar	Mer	Jeu	Ven	Sam	Dim																																
2	3	4	5	6	7	8	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20																										
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30

* selon les déclarations de l'intersyndicale CGT-Unsa-Sud-CFDT

25 000 CHEMINOTS AU MINIMUM SONT ATTENDUS DANS LES RUES DE PARIS LE 22 MARS, ESTIME LA CGT.

UN TEXTE DES PARTIS DE GAUCHE POUR SOUTENIR LA LUTTE

Un texte de défense des services publics et de solidarité avec les cheminots, défendu par l'ensemble des partis de gauche, devait être rendu public aujourd'hui. Cette déclaration unitaire, déjà signée par Alternative libertaire, EELV, Ensemble !, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, le NPA, le PCF, le PCOF et le Parti de gauche, regrette que, depuis des années, « les gouvernements successifs ont fait le choix de la privatisation des transports contre le climat, l'égalité et le social : sous-investissement dans le rail et investissement massif vers les autoroutes et autocars privatisés qui favorisent notamment l'explosion du trafic de marchandises par poids lourds ». Ces organisations affirment qu'elles seront dans la rue le 22 mars « pour défendre l'accès au service public, à commencer par le ferroviaire, les cheminots-e-s, mais aussi l'ensemble des fonctionnaires et l'intérêt des usager-ère-s ». Pour Pierre Laurent, qui présentera demain les propositions du PCF pour « l'avenir du ferroviaire », l'appel de l'intersyndicale de la SNCF à faire grève deux jours sur cinq est « une main tendue aux usagers », qui doivent eux aussi se mobiliser. Hier, Benoît Hamon a souhaité lui aussi « l'unanimité politique à gauche » pour défendre les services publics, appelant la France insoumise à « mettre entre parenthèses sa stratégie solitaire ».

CLOTILDE MATHIEU

* Ces prénoms ont été changés.

L'événement

« Une véritable méthode de lutte collective »

Alors que l'intersyndicale appelle à une grève reconductible de deux jours sur cinq, la CGT parie sur l'unité syndicale et la force de la mobilisation pour faire reculer le gouvernement

Désormais, aussi bien le projet d'entreprise que le contenu des ordonnances sont connus. Comment abordez-vous les prochaines étapes de la « concertation » ?



Laurent Brun Secrétaire général de la fédération CGT des cheminots

LAURENT BRUN L'interfédérale va adresser à Elisabeth Borne des courriers par lesquels nous dénonçons précisément l'absence de concertation. Et si le gouvernement persiste à multiplier les réunions sans contenu, nous stopperons l'expérience. Pour l'instant, chacun d'entre nous est reçu séparément, invité à s'exprimer sur un sujet fixé à l'avance et, après une ou deux questions du gouvernement, c'est terminé. Ce sont à peine des auditions. Cela ne peut pas durer. D'ailleurs, nous constatons qu'il s'est passé exactement la même chose au moment de l'élaboration du rapport Spinetta et de la préparation des ordonnances. Le gouvernement n'a strictement rien retenu de ce que nous avons pu dire. On parle dans le vent.

Face à cela, l'intersyndicale appelle à la grève deux jours sur cinq jusqu'en juin. Pourquoi avoir retenu cette méthode ?

LAURENT BRUN Ce mode d'action remonte tout simplement du terrain. Quand on lance un mot d'ordre de grève reconductible, les collègues cherchent à se préserver au niveau financier et décident plus ou moins de manière individuelle des reprises de travail partielles. Nous nous sommes mis d'accord pour organiser une véritable méthode de lutte collective. Concrètement, le 3 avril, les cheminots en assemblée générale voteront la reconduite du mouvement pour le lendemain. Et le 4 avril, ils voteront pour reconduire la grève le 8 avril et ainsi de suite... Ce type de mobilisation fait l'objet de discussions entre les syndicats, et notamment SUD rail qui se positionne pour une grève reconductible pure et dure. Mais ce qui est sûr, c'est que les cheminots sont très mobilisés et qu'il faut à tout prix éviter ce qui peut être de nature à affaiblir cette mobilisation, comme une rupture de l'unité syndicale. Pour l'instant, le gouvernement n'ouvre aucune porte permettant la discussion avec les réformistes (Unsa et CFDT - ndr). Ils sont obligés de se mobiliser avec nous. Le paradoxe étant que, si on monte le rapport de forces et que le gouvernement se voit contraint d'ouvrir la négociation, la casse sera tellement importante que je ne vois pas ce qu'il va pouvoir mettre sur la table pour convaincre les cheminots de ne pas aller à la bataille. Cette réforme est idéologique. Elle repose sur trois piliers : la suppression du statut des cheminots, le changement de nature de l'entreprise publique et l'ouverture à la concurrence. À chaque fois, la réponse ne peut être que pour ou contre. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARION D'ALLARD